



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 5.12.2023  
C(2023) 8171 final

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 5.12.2023**

**portant modification de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil  
en ce qui concerne les normes techniques de réglementation adaptant les montants de  
base en euros pour l'assurance de responsabilité civile professionnelle et pour la capacité  
financière des intermédiaires d'assurance et de réassurance et des intermédiaires  
d'assurance à titre accessoire**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

### **1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

Conformément à l'article 10, paragraphe 4, de la directive (UE) 2016/97, tout intermédiaire d'assurance ou de réassurance doit être couvert par une assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant tout le territoire de l'Union, ou par toute autre garantie équivalente, portant sur la responsabilité résultant d'une faute professionnelle, à raison d'au moins 1 300 380 EUR par sinistre et 1 924 560 EUR globalement, pour l'ensemble des sinistres survenus pendant une année. L'article 10, paragraphe 6, de la directive (UE) 2016/97 prévoit en outre que les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger les clients contre l'incapacité de l'intermédiaire d'assurance ou de réassurance ou de l'intermédiaire d'assurance à titre accessoire de transférer la prime à l'entreprise d'assurance ou de transférer le montant de l'indemnisation ou d'une ristourne de prime aux assurés. Ces mesures peuvent prendre la forme d'une exigence pour l'intermédiaire de posséder une capacité financière correspondant à tout moment à 4 % du montant des primes perçues par an, avec un montant minimal de 19 510 EUR [article 10, paragraphe 6, deuxième alinéa, point b), de la directive (UE) 2016/97]. Les montants visés à l'article 10, paragraphes 4 et 6, de la directive (UE) 2016/97 doivent être révisés périodiquement pour tenir compte de l'évolution de l'indice européen des prix à la consommation, tel qu'il est publié par Eurostat, la première révision couvrant la période allant jusqu'au 31 décembre 2017, et les révisions suivantes ayant ensuite lieu tous les cinq ans.

L'article 10, paragraphe 7, de la directive (UE) 2016/97 habilite la Commission à adopter, après la soumission de projets de normes techniques de réglementation par l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP), et conformément aux articles 10 à 14 du règlement (UE) n° 1094/2010, des actes délégués pour adapter les montants de base en euros visés à l'article 10, paragraphes 4 et 6, en fonction du pourcentage de variation de l'indice européen des prix à la consommation, tel qu'il est publié par Eurostat, pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2017 ou de la date de la dernière révision à la date de la nouvelle révision, en arrondissant au multiple de 10 EUR supérieur. La première révision a été effectuée par le règlement délégué (UE) 2019/1935 de la Commission, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2017.

Le 30 juin 2023, l'AEAPP a présenté à la Commission des projets de normes techniques de réglementation adaptant les montants de base en euros actualisés pour l'assurance de responsabilité civile professionnelle et pour la capacité financière des intermédiaires, conformément à l'article 10, paragraphe 7, de la directive (UE) 2016/97, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article 10, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1094/2010 instituant l'AEAPP, la Commission statue sur l'approbation d'un projet de norme technique de réglementation dans les trois mois suivant sa réception. Elle peut aussi, lorsque l'intérêt de l'Union l'impose, n'approuver un projet de normes que partiellement ou moyennant des modifications, dans le respect de la procédure spécifique prévue dans lesdites dispositions.

### **2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE**

Conformément à l'article 10, paragraphe 1, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 1094/2010, l'AEAPP a procédé à une consultation publique sur les projets de normes techniques de réglementation. Elle a publié le document de consultation sur son site web le 9 février 2023, et la consultation s'est achevée le 6 mai 2023. En outre, l'AEAPP a invité son groupe des parties intéressées à l'assurance et la réassurance à donner son avis sur les projets de normes

techniques de réglementation. L'AEAPP a présenté un rapport final sur la consultation publique expliquant comment le résultat de cette consultation a été pris en considération lors de l'élaboration de la version finale des projets de normes techniques de réglementation soumis à la Commission. Ce rapport peut être consulté à l'adresse [https://www.eiopa.europa.eu/system/files/2023-07/EIOPA-BoS-23-253\\_Final\\_Report\\_Consultation\\_Paper-on\\_RTS\\_for\\_base\\_amounts\\_of\\_PII.pdf](https://www.eiopa.europa.eu/system/files/2023-07/EIOPA-BoS-23-253_Final_Report_Consultation_Paper-on_RTS_for_base_amounts_of_PII.pdf)

Avant de présenter les projets de normes techniques de réglementation à la Commission, l'AEAPP a réalisé une analyse des coûts et avantages potentiels qu'ils impliquent, conformément à l'article 10, paragraphe 1, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 1094/2010. Il est ressorti de cette analyse qu'une éventuelle augmentation des coûts subie par les intermédiaires serait compensée par l'avantage procuré par la constitution d'un niveau adéquat de normes professionnelles pour les intermédiaires d'assurance et, en augmentant les montants de base en fonction de l'inflation, de protection des consommateurs. L'analyse figure aux pages 11 et 12 du projet final de normes techniques de réglementation ([https://www.eiopa.europa.eu/system/files/2023-07/EIOPA-BoS-23-253\\_Final\\_Report\\_Consultation\\_Paper-on\\_RTS\\_for\\_base\\_amounts\\_of\\_PII.pdf](https://www.eiopa.europa.eu/system/files/2023-07/EIOPA-BoS-23-253_Final_Report_Consultation_Paper-on_RTS_for_base_amounts_of_PII.pdf)).

### **3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

L'article 1<sup>er</sup> du règlement délégué adapte les montants de base visés à l'article 10, paragraphes 4 et 6, de la directive (UE) 2016/97 afin de refléter le pourcentage de hausse de l'indice européen des prix à la consommation fourni pour l'Union par Eurostat.

L'article 2 fixe la date d'entrée en vigueur et d'application du règlement délégué en tenant compte d'une période transitoire de six mois pour permettre aux États membres d'adapter leur législation nationale et pour donner aux intermédiaires d'assurance et de réassurance et à leurs fournisseurs d'assurance le temps de prendre les mesures de mise en œuvre nécessaires.

# RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 5.12.2023

**portant modification de la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes techniques de réglementation adaptant les montants de base en euros pour l'assurance de responsabilité civile professionnelle et pour la capacité financière des intermédiaires d'assurance et de réassurance et des intermédiaires d'assurance à titre accessoire**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances<sup>1</sup>, et notamment son article 10, paragraphe 7,

considérant ce qui suit:

- (1) L'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) est tenue de réexaminer périodiquement les montants de base pour l'assurance de responsabilité civile professionnelle et la capacité financière des intermédiaires d'assurance et de réassurance et des intermédiaires d'assurance à titre accessoire afin de tenir compte de l'évolution de l'indice européen des prix à la consommation, tel qu'il est publié par Eurostat. Au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2022, l'indice européen des prix à la consommation fourni pour l'Union par Eurostat a augmenté de 20,32 %. Il est donc nécessaire d'adapter les montants de base en euros pour l'assurance de responsabilité civile professionnelle et la capacité financière des intermédiaires d'assurance et de réassurance et des intermédiaires d'assurance à titre accessoire en fonction de ce pourcentage d'augmentation.
- (2) Il y a donc lieu de modifier la directive (UE) 2016/97 en conséquence.
- (3) Pour permettre aux États membres d'adapter les montants de base concernés dans leurs dispositions nationales et pour donner aux intermédiaires d'assurance et de réassurance et aux intermédiaires d'assurance à titre accessoire suffisamment de temps pour prendre les mesures de mise en œuvre nécessaires, il convient de différer l'application du présent règlement.
- (4) Le présent règlement se fonde sur les projets de normes techniques de réglementation soumis à la Commission par l'AEAPP.
- (5) L'AEAPP a procédé à des consultations publiques ouvertes sur ces projets de normes techniques de réglementation, analysé les coûts et avantages potentiels qu'ils impliquent et sollicité l'avis du groupe des parties intéressées à l'assurance et la

---

<sup>1</sup> JO L 26 du 2.2.2016, p. 19.

réassurance institué en application de l'article 37 du règlement (UE) n° 1094/2010 du Parlement européen et du Conseil<sup>2</sup>,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

**Modifications de la directive (UE) 2016/97**

L'article 10 de la directive (UE) 2016/97 est modifié comme suit:

- (1) le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Tout intermédiaire d'assurance ou de réassurance est couvert par une assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant tout le territoire de l'Union, ou toute autre garantie équivalente, portant sur la responsabilité résultant d'une faute professionnelle, à raison d'au moins 1 564 610 EUR par sinistre et 2 315 610 EUR globalement, pour l'ensemble des sinistres survenus pendant une année, sauf si cette assurance ou garantie équivalente lui est déjà fournie par une entreprise d'assurance ou de réassurance ou une autre entreprise pour le compte de laquelle il agit ou par laquelle il est mandaté, ou si cette entreprise assume l'entière responsabilité des actes de l'intermédiaire.».
- (2) au paragraphe 6, deuxième alinéa, le point b) est remplacé par le texte suivant:

«b) l'exigence pour l'intermédiaire de posséder une capacité financière correspondant à tout moment à 4 % du montant des primes perçues par an, avec un montant minimal de 23 480 EUR;».

*Article 2*

**Entrée en vigueur et date d'application**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du [OP: prière d'insérer la date correspondant à 6 mois après la date d'entrée en vigueur].

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 5.12.2023

*Par la Commission*

*La présidente*

*Ursula VON DER LEYEN*

---

<sup>2</sup> Règlement (UE) n° 1094/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/79/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 48).